



HAL
open science

La violence sans les femmes ? Féminisme et lutte armée en RFA

Fanny Bugnon

► **To cite this version:**

Fanny Bugnon. La violence sans les femmes ? Féminisme et lutte armée en RFA. *Raison Présente*, 2013, Les conflits dans les mouvements sociaux, 186, pp.85-96. 10.3406/raipr.2013.4468 . halshs-00869898

HAL Id: halshs-00869898

<https://shs.hal.science/halshs-00869898>

Submitted on 8 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

La violence sans les femmes ? Féminisme et lutte armée en RFA

Fanny Bugnon

Citer ce document / Cite this document :

Bugnon Fanny. La violence sans les femmes ? Féminisme et lutte armée en RFA. In: Raison présente, n°186, 2e trimestre 2013. Les conflits dans le mouvements sociaux. pp. 85-96;

doi : <https://doi.org/10.3406/raipr.2013.4468>

https://www.persee.fr/doc/raipr_0033-9075_2013_num_186_1_4468

Fichier pdf généré le 17/03/2019

LA VIOLENCE SANS LES FEMMES ? FÉMINISME ET LUTTE ARMÉE EN RFA

Fanny Bugnon*

« *Vivre dans cette société, c'est au mieux y mourir d'ennui. Rien dans cette société ne concerne les femmes. Alors, à toutes celles qui ont un brin de civisme, le sens des responsabilités et celui de la rigolade, il ne reste qu'à renverser le gouvernement, en finir avec l'argent, instaurer l'automation à tous les niveaux et supprimer le sexe masculin*¹. » La proposition de Valerie Solanas peut résonner comme un écho à l'engagement de femmes dans les rangs d'organisations pratiquant la lutte armée². Actrices d'une forme de conflictualité politique marquée par l'anti-impérialisme et la critique en armes du capitalisme, certaines d'entre elles ont adjoint des outils féministes à cette matrice politique, posant en cela de nouvelles questions à l'« utopisme violent » (Sommier, 1998 : 33) auquel elles ont pris part à des degrés divers. Si l'objet « violence révolutionnaire » déconcerte – en témoigne la prégnance des mises en silences académiques (Sommier, 2008 : 8) – la question des rapports entre féminisme et lutte armée mérite d'autant plus d'être posée qu'elle invite à poser un autre regard sur le rapport des femmes à la violence. Les femmes étant historiquement avant tout victimes de la violence des hommes (Dauphin et Farge, 1997), le phénomène de la violence politique des femmes relève de la transgression à plusieurs niveaux, à la fois des normes pénales mais aussi des normes sexuées, retenant à ce titre doublement l'attention des contemporains.

Si l'occultation de la violence des femmes commence à s'estomper progressivement dans le paysage académique français (Cardi et Pruvost, 2012), l'objet se heurte toujours à trois principaux obstacles que cette violence s'inscrive ou non dans le cadre légal. Outre une réalité socio-historique dominée par les violences masculines contre les femmes, le pouvoir pénal de définition et le faible recensement des faits de violence féminine expliquent les conditions de production de cette mise en silence (Cardi et Pruvost, 2011). La violence à caractère

*Historienne, postdoctorante – Centre Emile Durkeim – Sciences Po Bordeaux.

1. Valerie Solanas, *SCUM*, Paris, La nouvelle société, 1971 (1967), p. 43.

2. Le terme « terrorisme », généralement employé de manière extensive pour désigner la violence politique dans ses acceptions les plus larges, n'est pas mobilisé ici en raison de sa forte porosité et de son caractère éminemment polémique (Sommier, 2000 et 2008 ; Bigo, 2005).

politique exercée par des femmes apparaît comme doublement à rebours de l'économie générale de la violence, du point de vue de ses motivations et du genre. La dimension spectaculaire – en raison des formes de la violence et de la visibilité de ces actrices et acteurs agissant à visage découvert – s'avère une des particularités du phénomène, rendant *de facto* son occultation impossible.

Sur le plan chronologique, cette présence féminine remarquable et remarquée s'inscrit dans les expériences militantes des « longues années 68 » (Artous, 2008) et de leur héritage (Ross, 2005). Débordant largement du cadre du cycle de protestation généralement retenu et de la « charnière grinçante » (Zancarini-Fournel, 2008 : 12), synonyme d'un reflux de cette période que l'historiographie française pose en 1973, le phénomène traverse plus largement trois décennies. Puisant dans la matrice idéologique bouillonnante des années 68, la violence politique *peut* – et même *doit* – être en effet pensée comme un héritage – rejeté ou reconnu – de 68, sans pour autant poser un lien de causalité directe (Della Porta, 1995 ; Tarrow, 1989). Globalement observé dans les pays occidentaux, le phénomène révolutionnaire violent, aussi groupusculaire soit-il, peut être défini comme une forme de résistance collective illégale, historiquement et idéologiquement située. Le propos se concentrera ici sur le cas de l'Allemagne au cours des décennies 1970 à 1990 en raison de l'intensité et de la permanence du phénomène³, de l'importance de la participation des femmes à l'exercice de la lutte armée et de la volonté de théorisation féministe qui s'y manifeste. L'attention portera plus particulièrement sur deux organisations dans lesquelles la question de la participation des femmes aux utopies révolutionnaires violentes s'est posée d'un point de vue féministe : la *Rote Armee Fraktion* (RAF, 1970-1998) et les *Rote Zora* (1974-1995). Il convient de signaler un élément important : à la différence des nombreuses militantes de la RAF identifiées et/ou arrêtées et condamnées par la justice allemande⁴, aucune femme n'a été jugée pour les activités des *Rote Zora* durant l'existence du groupe⁵.

Afin d'éclairer les rapports en tension entre analyses féministes et pratique de la lutte armée outre Rhin, l'analyse s'appuie ici sur les productions écrites de membres de ces organisations et de la presse

3. En ce sens, Rapin souligne plus largement que « la durée de la lutte armée en Europe interdit de considérer cet épisode de violence comme un épiphénomène. Pendant plus de vingt ans, des militants d'extrême-gauche répondent affirmativement à la question de la prise d'armes dans des pays célébrés pour leurs vertus démocratiques. » (Rapin, 1996 : 9).

4. On peut ainsi mentionner 8 femmes sur 19 personnes recherchées par les autorités ouest-allemandes en 1971, 15 sur 28 en 1976 et 10 sur 16 en 1977 (Diewald-Kerkmann, 2006).

5. En 1995, Corinna K. se rend aux autorités allemandes avant d'être condamnée en 1998 à 18 mois d'emprisonnement avec sursis.

française. Il s'agit de proposer des éléments de mise en perspective des motivations et déclinaisons matérielles de la violence, considérée comme outil à la fois politique et féministe, avec les lectures sexuées du phénomène proposées par les contemporains des militantes de ces deux organisations clandestines.

FAIRE DE LA VIOLENCE UNE ARME RÉVOLUTIONNAIRE ET FÉMINISTE

En faisant le choix de la violence comme outil politique, les militantes de la RAF et des *Rote Zora* posent un engagement radical qui se veut rupture. L'analyse de l'oppression, telle qu'elle peut être pensée par certaines de ces femmes, se décline alors aussi bien sur le plan théorique que pratique, avec le même souci d'attaquer à la racine ce qui, de leur point de vue, pose problème.

Ulrike Meinhof, figure majeure

Intellectuelle féministe reconnue avant d'opter pour l'option violente, Ulrike Meinhof occupe une position centrale dans la gauche radicale allemande. Celle qui deviendra, en 1972, « *la femme la plus recherchée d'Allemagne*⁶ » est présentée comme une « *journaliste célèbre, passionaria de la gauche en poil de chameau (...), [qui] passe insensiblement, après un mariage raté, du pamphlet pacifiste à l'approbation de l'invasion russe en Tchécoslovaquie, et de la théorie socialiste à l'action révolutionnaire directe*⁷ ». Née en 1934, imprégnée par une éducation pacifiste, elle n'appartient pas directement à la génération d'étudiants contestataires des années 68. Après des études de philosophie, elle devient éditorialiste de la revue critique de la gauche ouest-allemande, *Konkret*, dans laquelle se lit sa radicalisation progressive. Ainsi, au lendemain de l'attentat d'avril 1968 contre le leader étudiant Rudi Dutschke, des arrestations de militants de la gauche radicale et de l'adoption d'une législation d'urgence en cas de crise (*Notstandgesetz* de juin 1968), elle écrit : « *Les balles tirées sur Rudi ont mis fin au rêve de la non-violence. Qui ne s'arme pas meurt, qui ne meurt pas est enterré vivant dans les prisons, les maisons de rééducation, dans le sinistre béton des tours résidentielles*⁸ ». La rupture avec la légalité s'affirme alors dans plusieurs de ses écrits : « *La politique, c'est la mise en évidence des rapports de pouvoir, des*

6. *Le Figaro*, 17 juin 1972.

7. *Le Figaro*, 2 août 1977.

8. Ulrike Meinhof, *Konkret*, mai 1968, citée par Anne Steiner et Loïc Debray (2006 : 22).

*rapports de propriété, des rapports de violence*⁹ ». Elle quitte alors *Konkret* en critiquant le choix de son époux-rédacteur de surfer sur la vague de la révolution sexuelle en publiant des photographies de femmes dénudées. Refusant en effet cette nouvelle ligne éditoriale qui entend mêler politique et érotisme, renvoyant l'argument de la libération sexuelle à celui de l'exploitation sexuelle des femmes, elle développe une réflexion politique plus large sur l'oppression et l'aliénation des individus dans les sociétés soumises à l'économie de marché. La théorie de la contre-violence qu'elle élabore défend le recours aux mêmes armes que les adversaires désignés – l'État et le capitalisme – pour répondre à la violence dont ils disposent légalement et qu'ils exercent de manière insidieuse ou spectaculaire. Ce qui lui vaut d'être présentée par les commentateurs à la fois comme la théoricienne et la co-fondatrice de la RAF pour avoir participé à l'évasion d'Andreas Baader en mai 1970. Jugée quatre ans plus tard avec d'autres, elle est confirmée dans cette position centrale en donnant lecture devant la Cour du texte collectif « *La guérilla de l'individu métropolitain* » dans lequel la légitimité du recours à la violence est réaffirmée : « *On est un groupe de camarades qui ont décidé d'agir, de quitter le stade de la léthargie, du radicalisme verbal, d'assemblées, de réunions, de discussions toujours plus dépourvues d'objet, et de lutter*¹⁰ ». Cette intransigeance, du dire au faire, nourrit l'importante couverture médiatique dont elle fait l'objet – y compris après sa mort en détention et dans des circonstances troubles en mai 1976 – lui conférant ainsi une position de référence dans laquelle le féminisme est antérieur à la lutte armée, aussi bien sur le plan intellectuel que pratique.

Les Rote Zora

ou comment lier oppression des femmes et capitalisme

Au-delà de la figure d'Ulrike Meinhof, l'affirmation d'une position féministe au sein de l'espace de la violence révolutionnaire (Mathieu, 2007) par les *Rote Zora* mérite l'attention. À la suite de leur expérience en mixité au sein des *Revolutionäre Zellen* (RZ) – dont les actions, orientées à l'international, s'inscrivent notamment en soutien à la cause palestinienne – elles posent en effet la nécessité d'une organisation non-mixte de femmes. Mobilisant un référentiel politique basé sur l'anti-impérialisme et l'anti-sionisme, les *Rote Zora* entendent, par la violence, soutenir des luttes de travailleurs – en particulier des

⁹. Ulrike Meinhof, *Konkret*, 1968, citée dans Mutinerie et autres textes d'Ulrike Meinhof. *Déclarations et analyses des militants de la fraction armée rouge emprisonnés à Stammheim*, Paris, des femmes, 1977, p. 8.

¹⁰. Citée par *Libération*, 10 mai 1976.

pays du Sud – des jeunes générations et des femmes, tout en rejetant une quelconque posture d'avant-garde : « *Nous ne combattons pas pour les femmes dans les pays de la périphérie, nous combattons avec elles, par exemple contre l'utilisation des femmes comme produit de consommation courante. Cette traite moderne des esclaves a son équivalent ici dans la possession conjugale. Les formes d'oppression sont différentes mais elles ont toutes les mêmes racines*¹¹. » Plus largement, elles soulignent la contradiction fondamentale entre une analyse féministe radicale et le fonctionnement d'une organisation mixte tendant à opérer une hiérarchisation des luttes, entre « luttes générales » et « luttes spécifiques aux femmes ». Dans le texte théorique « *Chaque cœur est une bombe à retardement* » (1981), les Rote Zora explicitent l'analyse qui a conduit à la création d'une structure exclusivement féminine en marge des RZ :

*« Nous avons dû constater que les analyses de l'impérialisme se limitent la plupart du temps à une étude des structures de pouvoir politiques, économiques et militaires, et négligent les stratégies de l'impérialisme à l'encontre des femmes ici et dans le tiers-monde. Pour nous, il est insuffisant de dire : à partir d'une analyse de l'impérialisme nous définissons l'OTAN comme cible et, parce que nous sommes des femmes attaquant l'OTAN, la lutte des femmes acquiert son orientation révolutionnaire. Selon ce point de vue, la lutte de libération consisterait de nouveau à attaquer seulement les structures de pouvoir centrales de l'impérialisme, en mettant entre parenthèses les rapports de violence quotidiens au travers desquels nous faisons l'expérience de la destruction, de l'oppression et de l'exploitation. Pour nous, c'est aussi une part de liberté gagnée, un sentiment de vie et de force, que de mettre un peu le feu au cul à un connard de propriétaire ou à son homme de main, à la mafia atomique*¹². »

Elles poursuivent en soulignant la pertinence de la portée critique du féminisme matérialiste pour penser à la fois l'oppression de classe exprimée par le capitalisme et l'oppression de sexe incarnée par le

11. « La résistance est possible ! », entretien au magazine *Emma* (1984) : <http://encatiminirotezora.wordpress.com/la-resistance-est-possible/>. Ce site reprend le contenu de l'ouvrage *En catimini... Histoire et communiqués des Rote Zora*, s.l., s.d. (2009).

12. « Chaque cœur est une bombe à retardement », *Revolutionäre Zorn*, n° 6, 1981 : <http://encatiminirotezora.wordpress.com/chaque-coeur-est-une-bombe-a-retardement/>.

patriarcat, ce dernier précédant historiquement le premier au regard de la division sexuelle du travail qui assigne aux femmes le travail reproductif¹³. Le choix de la violence est en ce sens articulé à une perspective féministe radicale. Pour justifier leur démarche, les *Rote Zora* affirment ainsi :

« Pourquoi ce n'est pas effrayant quand un type vend des femmes et que ça le devient quand sa voiture brûle ? Derrière cela, il y a le fait que la violence sociale légitimée est acceptée alors que des représailles similaires en guise de réponse effraient. C'est possible que ce soit effrayant de remettre des évidences en question, que les femmes, à qui on a bourré la tête depuis qu'elles sont gamines avec l'idée qu'elles sont des victimes, se sentent en danger si elles sont confrontées au fait que les femmes ne sont ni des victimes ni des êtres pacifiques (...). Chaque acte de violence contre une femme crée un climat de menaces contre toutes les femmes, nos actions – même si elles ne sont dirigées que contre l'individu responsable – contribuent au développement du sentiment que la résistance est possible !¹⁴ »

CHOISIR DES CIBLES POLITIQUES

Dans cette perspective, il s'agit dès lors de viser des symboles de l'oppression des femmes et du patriarcat (églises, État, entreprises), ou encore des lieux de l'exploitation sexuelle des femmes. Les *Rote Zora* s'attachent ainsi à inscrire leurs attentats en direction de cibles de la cause révolutionnaire et féministe, tout en cherchant à faire écho à des logiques d'actualité, toujours avec le souci d'explicitation du recours à la violence en accompagnant chaque attentat d'un long texte de revendication.

Ainsi, en mars 1975, deux attentats signés par « *des femmes des Cellules révolutionnaires* » visent la cathédrale de Bamberg et le Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe après le rejet de la réforme de l'article 218 sur l'avortement, déclarée anticonstitutionnelle (Ottomeyer-Hervieu, 1995), par ailleurs signalés par *Le Figaro* dans un paragraphe titré « Les femmes aussi¹⁵ ». Deux ans plus tard, des femmes des RZ font le choix de se séparer de l'organisation mixte en créant leurs propres cellules avec les mêmes initiales : les *Rote Zora*. Si la non-mixité est un outil politique commun à nombre de groupes

13. Sur le concept de division sexuelle du travail, voir Kergoat (2000).

14. « La résistance est possible ! », op. cit.

15. *Le Figaro*, 6 mars 1975.

féministes dits « de la deuxième vague » (Bard, 2012), sa déclinaison sur le plan de la lutte armée est singulière. Autre distinction, elles refusent le terme de « guérilla », tel qu'il est notamment employé par la RAF : « *Le concept de guérilla ne nous convient pas ici, dans la mesure où il vise à conquérir le pouvoir avec des formations militaires. Nous ne voulons pas conquérir mais détruire le pouvoir patriarcal [...]. Les groupes militaires portent déjà en leur sein un pouvoir en soi.* » Illustration de ces analyses féministes, une série d'actions contre des sex-shops est menée¹⁶, conférant un « *sentiment de libération* » que « *chaque femme qui a déjà jeté une pierre, qui n'a pas pris la fuite quand des hommes l'ont importunée et au contraire a répliqué, pourra prendre à son compte*¹⁷ ». Par la suite, les *Rote Zora* signent ou cosignent plusieurs dizaines d'attentats matériels, parmi lesquels on peut mentionner celui visant le consulat des Philippines dans la capitale de l'Allemagne fédérale pour dénoncer les bordels présents dans l'archipel pour les soldats des bases américaines. Plus largement, les *Rote Zora* mobilisent une violence politique réactive articulant anti-capitalisme, anti-impérialisme et féminisme. La violence est justifiée comme nécessité contingente, puisque, selon elles, « *dans notre société, la libération est en lien avec la destruction* ¹⁸ ».

LIRE LA VIOLENCE POLITIQUE DES FEMMES

Aussi marginale qu'elle puisse être, la construction d'un argumentaire posant la violence comme une arme à la fois révolutionnaire et féministe rencontre un écho particulier, généralement par le prisme déformant des lectures sexuées de la violence et, plus largement, de la déviance. Les effets de la violence politique des femmes offrent en effet un éclairage saisissant de « *l'emprise du genre* » (Löwy, 2006).

Une compréhension à la marge

L'adhésion à un point de vue posant la violence comme outil politique et féministe s'avère éminemment marginale. La volonté de comprendre et de tenir ensemble ces deux dimensions, sans les hiérarchiser, s'observe dans la mouvance féministe matérialiste. L'exemple de l'entretien des *Rote Zora* publiée en juin 1984 par le

16. Ce type d'actions est également pratiquée, mais de manière beaucoup plus marginale, en France, notamment par des féministes du mouvement autonome (Coulmont, 2007).

17. « Chaque cœur est une bombe à retardement », *op. cit.*

18. *Op. cit.*

magazine féminin et féministe allemand *Emma* illustre d'autant plus ce constat qu'une journaliste du titre, Ingrid Strobl, est condamnée en 1989 à trois années de prison pour « soutien à un groupe terroriste » (les RZ), avant d'être innocentée en cassation. Sous le titre « *la résistance est possible* », cet entretien est présenté comme celui de deux militantes des *Rote Zora* – *Zora 1* et *Zora 2* – expliquant leurs motivations de femmes ordinaires :

« Nous sommes des femmes de 20 à 51 ans. Certaines d'entre nous vendent leur travail où elles peuvent, certaines prennent ce dont elles ont besoin et d'autres ne sont pas encore tombées à travers le filet de l'État-Providence. Certaines ont des enfants, d'autres pas. Certaines femmes sont lesbiennes, d'autres aiment les hommes. Nous consommons dans des supermarchés dégoûtants, nous vivons dans des maisons affreuses, nous aimons nous promener, aller au cinéma, au théâtre ou en boîte. Nous faisons la fête et nous cultivons l'oisiveté. Et bien sûr nous vivons avec la contradiction que la plupart des choses que nous voulons faire ne peuvent être faites spontanément¹⁹. »

Cette présentation se double de l'affirmation d'une identité féministe radicale et critique à l'égard du mouvement des femmes allemand : « *Nous ne voulons pas de femmes dans des positions d'hommes, et rejetons les femmes qui font carrière à l'intérieur de la structure patriarcale sous prétexte de lutter pour les femmes²⁰* ». Si les *Rote Zora* ne rencontrent pas d'écho significatif au sein du milieu féministe français, il en va tout autrement dans la deuxième moitié de la décennie 1970. La théorie de la contre-violence développée par Ulrike Meinhof est ainsi relayée en France par Françoise d'Eaubonne, intellectuelle écologiste et féministe radicale. Dans un essai consacré à la contre-violence des femmes et édité en 1978 par une maison d'édition féministe, elle explique que « *c'est un des buts de la RAF [...] que d'obliger l'État à réagir avec tous ses moyens d'oppression afin de dévoiler sa nature profondément fasciste et de se montrer à ses propres masses tel qu'il est, et non sous les masques dérisoires de la démocratie²¹* ». Par ailleurs, une autre maison d'édition issue de groupes du Mouvement de libération des femmes, les éditions des femmes, publie en 1977 *Mutinerie et autres textes d'Ulrike Meinhof*.

19. *Le Figaro*, 6 août 1977.

20. *Idem*.

21. Françoise d'Eaubonne, *Contre-violence ou la résistance à l'État*, Paris, Tierce, 1978, p. 13-14.

On peut également signaler la brève existence du Collectif de soutien aux prisonnières politiques en Allemagne de l'Ouest qui, depuis Paris, affirme un soutien à la lutte armée d'un point de vue féministe.

Le réflexe de l'amalgame

Éminemment marginal, ce type de position est très largement recouvert par des réactions quasi pavloviennes de disqualification de l'action des femmes. Témoinnant des processus sexués de dépolitisation, des explications d'ordre sentimental ou psychologique sont très largement mobilisées pour opérer une relativisation de l'engagement des femmes dans les rangs d'une organisation violente, indépendamment des propos de ces actrices (Bugnon, 2011). Phénomène classiquement observé dans les lectures de la déviance, cette disqualification sonne comme une volonté de (ré)affirmation de l'ordinaire face à un engagement qui fait doublement rupture, du point de vue des normes pénales et des normes sexuées.

Au-delà de ces dispositifs observés de manière systématique, l'amalgame terrorisme = féminisme donne à voir l'impact des transformations sociales dans les rôles sociaux de sexe. En effet, l'analyse de la condamnation de la violence révolutionnaire rencontre l'essor du féminisme dans les pays occidentaux depuis les années 1960. Belle démonstration de rhétorique réactionnaire (Hirschman, 1991), le phénomène violent outre Rhin est ainsi considéré comme la preuve de la déstructuration d'une société par la revendication égalitaire. Plus précisément, le parcours d'Ulrike Meinhof est mobilisé pour discréditer le féminisme, antérieur à sa radicalisation vers la lutte armée. En témoigne également l'analyse du *Figaro* pour qui la « gauche [...] ne reconnaît plus ses fils, ni surtout ses filles²² », proposant ainsi une double lecture politique et sexuée du phénomène :

« Fin 1968, à Hanovre, bombardés de tomates par des rebelles imberbes, les dirigeants barbus de la révolution durent siéger honteusement sous une pancarte représentant, fixés au mur comme des trophées de chasse, leurs organes virils avec labels portant les noms des propriétaires. Au-dessous, une "émance" (femme émancipée, aux seins pointés, se reposait avec un sourire sardonique, une hache à la main, mission accomplie) [...]. Une toute petite minorité de ces femmes a remplacé aujourd'hui la tomate par la grenade et le parabellum²³ ».

22. *Le Figaro*, 6 août 1977.

23. *Idem*.

Des références au déclin de l'institution familiale dans sa forme traditionnelle, aux transformations des modèles de couple, des pratiques amoureuses et sexuelles des années MLF sont ainsi mobilisées pour dénoncer une modernité non seulement inquiétante, mais plus encore dangereuse. La participation des femmes à des organisations violentes est ainsi lue par les commentateurs conservateurs comme le signe d'une virilisation des femmes et, dans une moindre mesure, d'efféminement des hommes. Les revendications égalitaires sont ainsi considérées comme un facteur explicatif au désordre des sexes dont la violence politique des femmes constitue une manifestation paroxystique. Rencontrant ainsi l'argumentaire antiféministe classique, arc-bouté sur le fantasme de la confusion des sexes (Bard, 1999), la violence politique des femmes traduit une indéniable crispation, bien au-delà des activités de ces militantes.

CONCLUSION

La multiplicité des déclinaisons matérielles de la participation des femmes à la violence politique se conjugue à la fabrique d'argumentaires ancrés dans la critique du capitalisme et de l'impérialisme politique et économique. Mobilisé à l'échelle individuelle comme l'exprime Ulrike Meinhof ou collective à l'image des *Rote Zora*, le féminisme imprègne ces identités politiques pour pointer l'oppression spécifiquement vécue par les femmes, aussi bien sur le plan personnel qu'économique. Les tensions classiquement observées dans les espaces politiques sont pointées par des militantes des groupes violents mixtes : critique des rapports sociaux de sexe qui reproduisent, dans la clandestinité, la domination masculine et relégation de l'émancipation des femmes à l'horizon révolutionnaire. La spécificité allemande doit être soulignée ; l'intégration du féminisme à l'appareil théorique d'organisations violentes comme la RAF ou les *Rote Zora* pose une question centrale dont la non-prise en compte rend, selon ces militantes, *de facto* caduque tout projet politique révolutionnaire puisqu'il laisse dans l'ombre certaines dimensions de l'émancipation.

BIBLIOGRAPHIE

Antoine Artous, « Les longues années 68 », dans Antoine Artous, Didier Epszajn et Patrick Silberstein (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008, p. 15-35.

Christine Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague*, Rennes, PUR, 2012.

Christine Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999.

Didier Bigo, « L'impossible cartographie du terrorisme », *Cultures & Conflits*, Articles inédits, 2005. En ligne : <http://conflits.revues.org/index1149.html>.

Fanny Bugnon, *La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, thèse d'histoire, Université d'Angers, 2011.

Coline Cardi et Geneviève Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.

Coline Cardi et Geneviève Pruvost, « La violence des femmes : occultations et mises en récit », *Champ pénal/ Penal field*, Vol. VIII | 2011. En ligne : <http://champpenal.revues.org/8039>.

Baptiste Coulmont, avec Irene Roca Ortiz, *Sex-shops : une histoire française*, Paris, Dilecta, 2007.

Cécile Dauphin et Arlette Farge (dir.), *De la violence et des femmes*, Paris, Albin Michel, 1997.

Donatella Della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Gisela Diewald-Kerkmann, « Bewaffnete Frauen in Underground. Zum Anteil von Frauen in des RAF und des Bewegung 2. Juni », dans Wolfgang Kraushaar (dir.), *Die RAF und der linke Terrorismus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2006, p. 657-675.

Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

Danièle Kergoat, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré,

Danièle S notier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF, 2000, p. 35-44.

Ilana L wy, *L'emprise du genre. Masculinité, féminité, inégalité*, Paris, La Dispute, 2006.

Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n  77, 2007, p. 131-155.

Christina Ottomeyer-Hervieu, « L'avortement en RFA », *Les cahiers du CEDREF*, n  4-5, 1995. En ligne : <http://cedref.revues.org/299>.

Bibia Pavard, *Les  ditions des femmes. Histoire des premières années. 1972-1979*, Paris, L'Harmattan, 2005.

Ami-Jacques Rapin, *Généalogie stratégique de la guérilla urbaine. La Gauche Prolétarienne et la Rote Armee Fraktion face à la question de la prise d'armes (1969-1974)*, thèse de sciences sociales et politiques, Université de Lausanne, 1996.

Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe, 2005 (2002).

Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Isabelle Sommier, *Le Terrorisme*, Paris, Flammarion, 2000.

Anne Steiner et Loïc Debray, *RAF. Gu rilla urbaine en Europe occidentale,  d. revue et corrigée*, Montreuil, L' chapp e, 2006 (1987)

Sidney Tarrow, *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy, 1965-1975*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.